

Légitimité et efficacité de la police

share share share share

Qu'entend-on par "légitimité de la police" ?

Le concept de légitimité de la police renvoie à une action policière qui compte sur le consentement, la coopération et le soutien de la population. Cette légitimité se nourrit de la confiance que celle-ci placent dans la police. Cette confiance dépend elle-même des jugements que porte la population sur le comportement de la police lors de ses interventions et sur son efficacité.

Les citoyens jugent ainsi l'action de la police légitime s'ils estiment que celle-ci se comporte correctement et justement. L'influence de leurs jugements quant à son efficacité serait moindre, au moins aux Etats-Unis (Tyler, 2001).

Pourquoi une police légitime est-elle plus efficace?

Or, renforcer la légitimité de la police permet d'en augmenter l'efficacité. En effet, une population qui perçoit que la police respecte ses droits et ceux des citoyens en général, la traite justement, et donc juge son action légitime, sera d'autant plus encline à y avoir recours, à la soutenir, à coopérer avec elle et même... à lui obéir volontairement en cas d'arrestation par

exemple.

L'autorité, pour se faire respecter sans avoir à faire montre systématiquement de sa force, ne doit pas s'exercer n'importe comment. Elle doit être légitime aux yeux de la population. C'est l'un des principaux enseignements d'une enquête réalisée à partir d'un échantillon de 1656 habitants de Los Angeles et Oakland (Tyler et Huo, 2002) : ceux-ci acceptent plus facilement les décisions de la police lorsqu'ils estiment que cette dernière a agi de façon appropriée. C'est que ce qu'on appelle la justice procédurale. A l'inverse, selon deux autres articles de recherche (Mastrofski, Snipes, et Supina, 1996 ; McCluskey, Mastrofski, et Parks, 1999), des policiers peu respectueux des personnes qu'ils interpellent verront leur autorité davantage contestée. Selon la même logique, des lois jugées légitimes sont mieux respectées. Cette influence de la légitimité sur les comportements individuels a été mise en évidence dans deux autres articles sur les attitudes des habitants de Chicago (Tyler, 1990) et de New York (Sunshine et Tyler, 2003; Tyler et Fagan, 2008). L'étude de Chicago montre même que la légitimité d'une loi nous encourage davantage à la respecter que la peur d'être arrêté et condamné. Celles de New York trouvent également que les habitants qui accordent une plus forte légitimité à l'action de celle-ci seront plus enclins à coopérer avec elle, en portant plainte, en identifiant les criminels ou en s'engageant dans des activités communautaires destinées à s'attaquer au problème de la criminalité.

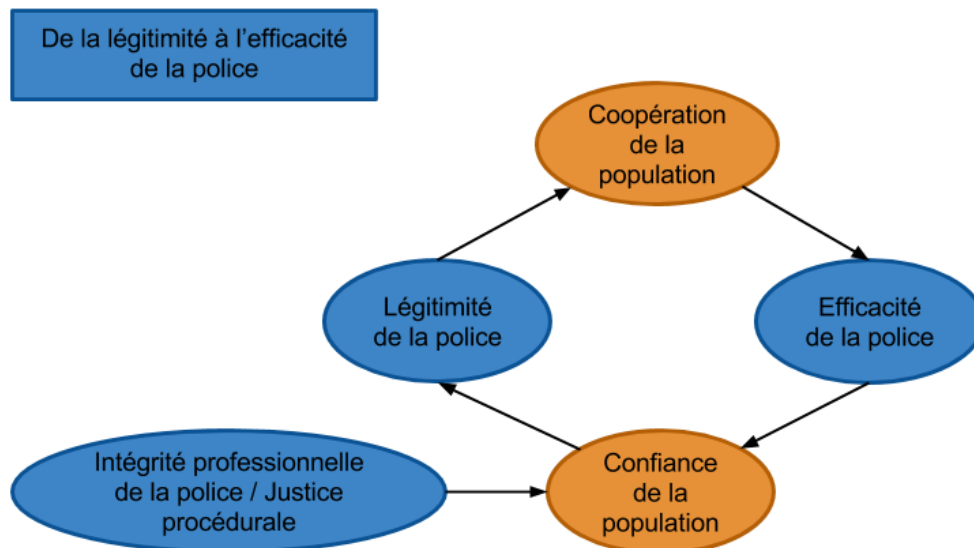
Or, il ne faut jamais perdre de vue que la résolution des affaires criminelles dépend en grande partie des informations fournies par la population. Par exemple dans les affaires d'homicide, les éléments humains fournis par les enquêtes de voisinage et la recherche de témoins font partie des facteurs les plus déterminants pour identifier des suspects, que ce soit aux Etats-Unis (Wellford et Cronin, 2000) ou en France (Mucchielli, 2006).

On ne connaît malheureusement pas d'analyse équivalente en Amérique Latine.

Renouer le lien entre la police et les citoyens, réduire le fossé entre les deux, rétablir la confiance de la population dans l'action de la police, est donc de première importance, non seulement parce qu'en démocratie la police doit être, par définition, aux services des citoyens, mais parce qu'il est dans son propre intérêt qu'elle se (re)mette à leur service. Il est probable que son efficacité s'en trouvera grandie. N'oublions pas non plus qu'un appui citoyen plus large peut également signifier une allocation budgétaire plus importante.

A l'inverse, les instruments traditionnels de contrôle de la délinquance (présence policière accrue, durcissement des peines de prison, etc.) peuvent s'avérer contre-productifs dès lors qu'ils s'éloignent de l'idée de "juste répression" telle que la conçoit la population et sapent alors les bases d'une plus ample coopération avec la police.

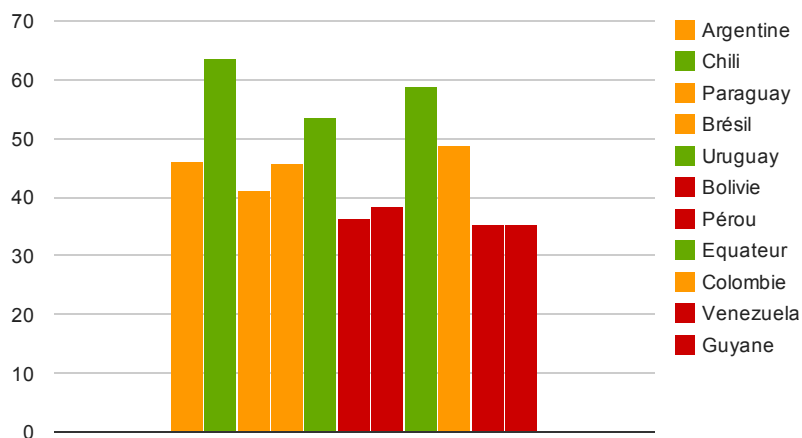
Le schéma suivant résume les mécanismes en jeu:



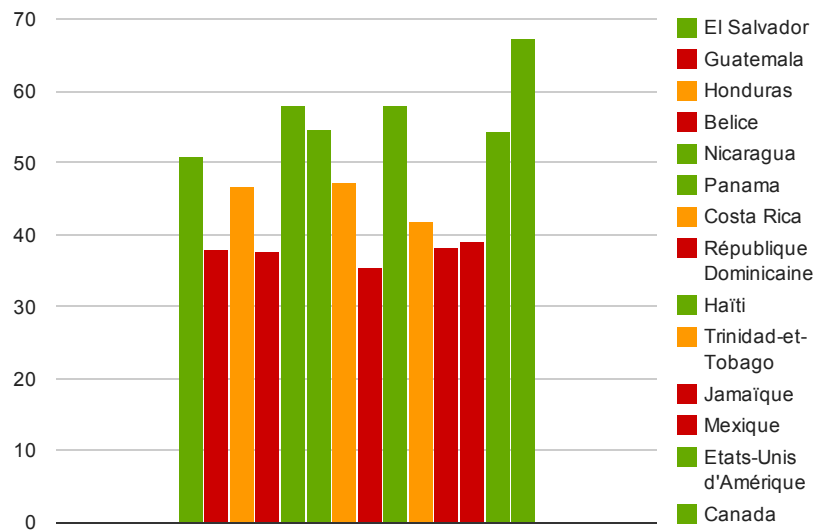
La faible légitimité de la police en Amérique Latine

C'est précisément là où le bat blesse en Amérique Latine et dans les Caraïbes. Les graphiques suivants représentent le degré de confiance, sur une échelle de 1 (aucune confiance) à 100 (confiance totale), que les latino-américains placent en moyenne dans leur police et leur système judiciaire. Comme on peut s'en rendre compte, la confiance des latino-américains dans ces institutions n'est pas des plus élevées. Ils les jugent en règle générale peu efficaces et corrompus, et dans le cas de la police, également violente et multipliant les abus et les mauvais traitements. Comme on a pu le voir dans le cas des polices argentines, cette perception colle assez bien à la réalité. Sans surprise, le fait d'avoir été la victime d'un délit incite à se méfier encore davantage de la police (Corbacho, Philipp et Ruiz-Vega, 2012).

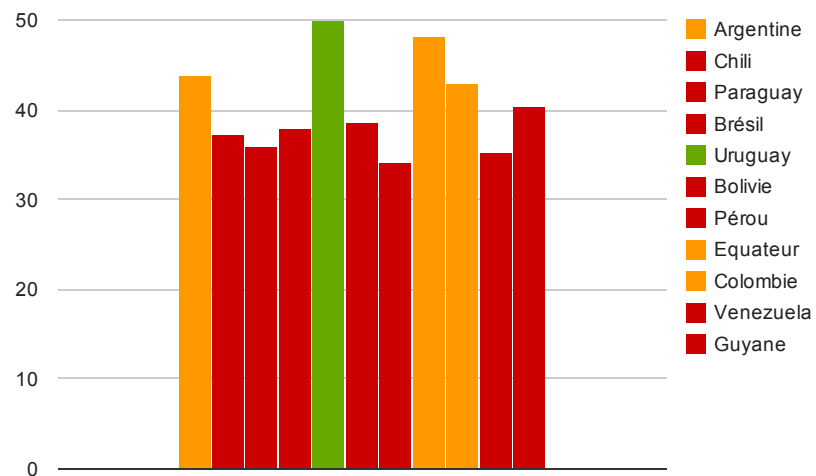
Graphique 1a. Degré de confiance dans la police en Amérique du Sud (2014)



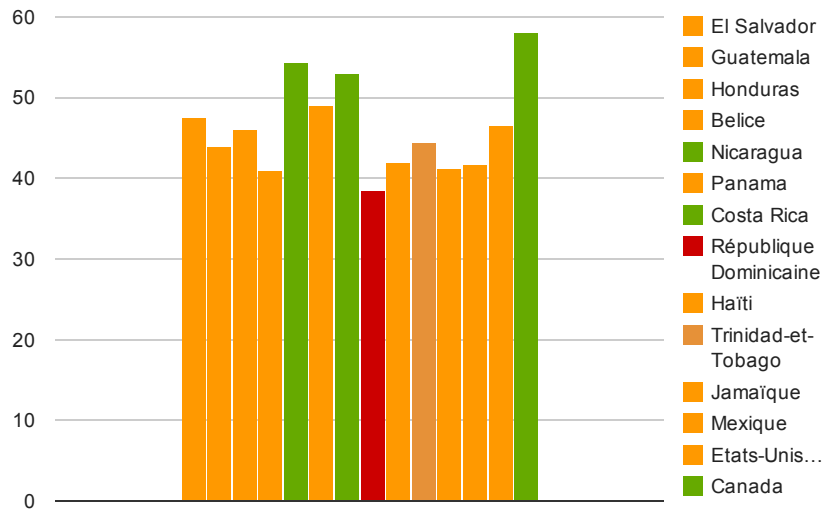
Graphique 1b. Degré de confiance dans la police en Amérique du Nord, en Amérique centrale et dans les Caraïbes (2014)



Graphique 2a. Degré de confiance dans le système judiciaire en Amérique du Sud (2014)



Graphique 2b. Degré de confiance dans le système judiciaire en Amérique du Nord, en Amérique centrale et dans les Caraïbes (2014)



Or, on est peu enclin à coopérer avec la police si on estime qu'elle est incompétente, en d'autres termes que cela ne servira à rien. On est également peu enclin à coopérer avec elle si on estime qu'elle est corrompue et a maille à partir avec les réseaux criminels, ou encore qu'elle bafoue les droits des citoyens, en d'autres termes si on estime que le remède pourrait être pire que le mal. Là encore, comme on a pu s'en apercevoir, l'essentiel de la recherche empirique sur ces questions porte sur les Etats-Unis et toute l'analyse empirique reste à faire pour l'Amérique Latine.

Evidemment, la faible coopération de la population limite en retour encore davantage l'efficacité de la police, déjà assez limitée dans la région (on y reviendra dans d'autres posts).

Pour rompre ce cercle vicieux, il faut rétablir la légitimité de l'institution policière, autrement dit rétablir la confiance des citoyens dans la police, faire que celle-ci devienne *leur* police et cesse d'être cette force souvent autonome qui ne poursuit que ses intérêts propres et ne répond qu'à elle-même. C'est redorer

son blason en restaurant son intégrité professionnelle, en encourageant la justice procédurale, et en améliorant sa capacité à résoudre des affaires criminelles. Cela passe nécessairement par des réformes de grande ampleur.

Source des données statistiques:

Le Baromètre des Amériques consiste en une série d'enquêtes d'opinion biannuelles. Cette série a été lancée en 2004 dans le cadre du Projet sur l'Opinion Publique Latino-Américaine (LAPOP) mené à bien par l'Université Vanderbilt. En 2014, 28 pays des Amériques ont été couverts.

Les données sur le degré de confiance placée dans la police et le système judiciaire correspondent aux deux questions suivantes :

- Dans quelle mesure avez-vous confiance dans le système judiciaire? Si vous n'avez absolument pas confiance, choisissez 1 ; si vous avez totalement confiance, choisissez 7 ; sinon choisissez un chiffre entre les deux.
- Dans quelle mesure avez-vous confiance dans la police nationale ? (en appliquant la même échelle)

Cette échelle de 1 à 7 a été redimensionnée de 1 à 100.

Ces données sont tirées du document suivant :

Zechmeister, Elizabeth J., "The Political Culture of Democracy in the Americas, 2014: Democratic Governance across 10 years of the Americas Barometer", December 2014, LAPOP, Vanderbilt University.

On trouve ce rapport ici:
<http://www.vanderbilt.edu/lapop/ab2014.php>

Bibliographie consultée pour la rédaction de ce post :

Akerlof, George A. et Janet L. Yellen, "Gang Behavior, Law Enforcement and Community Values", in Aaron, Henry J., Thomas E. Mann et Timothy Taylored, *Values and Public Policy*. Washington DC. : Brookings Institution, 1994, 54-80.

Bradford, Ben, Jackson, Jonathan et Elizabeth Stanko, "Contact and Confidence: Revisiting the Impact of Public Encounters with the Police", *Policing and Society*, 2009, 19(1), 20-46.

Corbacho, Ana, Julia Phillip et Mauricio Ruiz-Vega, "Crime and Erosion of Trust: Evidence for Latin America", IDB Working Paper Series No. IDB-WP-344, August 2012, Inter-American Development Bank, Washington, DC.

Hough, Mike, Jackson, Jonathan, Bradford, Ben, Myhill, Andy et Paul Quinton, "Procedural Justice, Trust and Institutional Legitimacy", *Policing: A Journal of Policy and Practice*, Vol. 4, Issue 3, 2010, 203-210.

Mastrofski, Stephen D., Jeffrey B. Snipes, et Anne E. Supina, "Compliance on demand: The public's responses to specific police requests", *Journal of Crime and Delinquency*, 1996, 33, 269-305.

McCluskey, John D., Stephen D. Mastrofski, et Roger B. Parks, "To acquiesce or rebel: Predicting citizen compliance with police requests", *Police Quarterly*, 1999, 2, 389-416.

Mucchielli, Laurent, "L'élucidation des homicides: de l'enchantement technologique à l'analyse du travail des enquêteurs de police judiciaire", *Déviance et Société*, 2006/1, Vol 30, p. 91-119.

Skogan, Wesley et Kathleen Frydl (Ed), *Fairness and Effectiveness in Policing: The Evidence*, National Research Council, 2004, Washington, D.C.: National Academies Press.

Sunshine, Jason et Tyler, Tom R., "The Role of Procedural Justice and Legitimacy in Shaping Public Support for Policing", *Law & Society Review*, Vol. 37, No. 3, 2003, 513-548.

Tyler, Tom R., "Procedural Fairness and Compliance with the Law", *Swiss Journal of Economics and Statistics*, 1997, Vol. 133, p. 219-240.

Tyler, Tom R., "Public trust and confidence in legal authorities: What do majority and minority group members want from legal authorities?", *Behavioral Sciences and the Law*, 2001, 19, 215-35.

Tyler, Tom R., "Enhancing Police Legitimacy", *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 2004, 593:10, 84-99.

Tyler, Tom R., and Yuen J. Huo. *Trust in the law*, 2002, New York: Russell Sage.

Tyler, Tom R. Et James Fagan, "Legitimacy and Cooperation: Why Do People Help the Police Fight Crime in Their Communities?", *Ohio State Journal of Criminal Law*, 2008, 6, 231-275.

Wellford, Charles et James Cronin, "Clearing Up Homicide Clearance Rates", *National Institute of Justice Journal*, Avril 2000.

Worden, Robert E. et Sarah J. McLean, *Assessing Police Performance in Citizen Encounters: Police Legitimacy and Management Accountability*, Report to the National Institute of Justice, 2014, Albany, NY: John F. Finn Institute for Public Safety, Inc.

Share and Enjoy

